



HAL
open science

Golfe Arabo-Persique : de la ségrégation au "vivre-ensemble"

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

| Marc Lavergne. Golfe Arabo-Persique : de la ségrégation au "vivre-ensemble". 2019. halshs-02289505

HAL Id: halshs-02289505

<https://shs.hal.science/halshs-02289505>

Preprint submitted on 16 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Golfe arabo-persique : entre ségrégation et « vivre ensemble »

Hérodote, 3è tr. 2019, n°174, pp.193-208

Marc Lavergne

Directeur de recherche émérite au CNRS

Laboratoire CITERES/ Unité Etudes sur le monde arabe et méditerranéen

Université de Tours

collongue@gmail.com

Que dire de la question migratoire dans le Golfe, qui ne soit pas la répétition de constatations schématiques aujourd'hui largement médiatisées, afin de parvenir à saisir la complexité de cette situation, à travers l'histoire d'une péninsule arabe qui n'a rien d'homogène, si l'on y regarde d'un peu près ? Comment rassembler en quelques pages les observations et les questions soulevées par un demi-siècle de pérégrinations, sur la pâte humaine dont est pétrie la péninsule arabe ? Et surtout quelles évolutions imaginer pour l'avenir ? Bien qu'étant résident depuis nombre d'années d'un modeste émirat, la question migratoire m'y paraît toujours difficile à rassembler sans trahir une réalité aussi variée. Si le statut des migrants n'a guère évolué sur le plan juridique, malgré certaines tentatives d'assouplissement dictées par les circonstances, la réalité vécue me semble avoir beaucoup évolué, tant du point de vue des nationaux que de celui des migrants.

Un cadre juridique simple et original

Le cadre juridique qui fixe le statut des migrants est bien connu, et assez homogène : c'est la *kafala*, ou « sponsorship », qui reproduit l'antique système de protection des hôtes, en vigueur dans les sociétés bédouines. L'étranger est un hôte qui jouit de droits à protection, mais aussi de devoirs qui figent son extranéité, selon la loi inflexible des sociétés nomades du désert [Thesiger, 1959]. La *kafala* lie l'étranger à un hôte local, responsable de ses actes et de sa personne auprès de ses contribuables ou des autorités. Autrement dit, l'étranger est un mineur, et traité comme tel : sa présence n'est admise qu'autant qu'il se plie aux lois imposées et n'est que temporaire : elle ne se justifie que si elle est utile à un individu ou à la collectivité [Gueraiche, 2014].

Ce système est devenu crucial, quand la manne pétrolière et gazière menaçait la région d'être submergée par les étrangers. Ce n'est qu'à ce prix que ces pays neufs ont évité l'asservissement et le pillage - tout en acceptant l'emprise de puissances tutélaires qui y trouvaient leur intérêt. Il est désormais imposé par des monarchies absolues, dans le cadre d'un contrat social qui répartit la manne pétrolière entre les sujets devenus citoyens, mais dont la hiérarchie et le nombre sont strictement contrôlés.

L'Arabie, terre d'échanges entre deux méditerranées

Mais cette homogénéité juridique, dont les références sont tribales et bédouines, renvoyant à Ibn Khaldoun pour la *'asabiya*, l'esprit de corps qui fonde la solidarité et le dynamisme des membres de la tribu [Lacoste, 1978], et à Germaine Tillion [1966] pour ses fondements anthropologiques, n'est pas le seul socle des sociétés de la péninsule. En effet, les routes caravanières et maritimes furent de tout temps un vecteur de brassage de populations : la mer Rouge et le Golfe dit Persique furent des Méditerranées bien plus ouvertes que ne le fut jamais la Méditerranée euro-africaine.

L'islam, dès l'origine un vecteur de conquêtes [De Planhol, 1968], a en retour attiré des flots d'étrangers sur la terre de la révélation, à l'occasion des pèlerinages et des échanges commerciaux. Ce sont donc surtout les tribus qui se sont préservées de ces brassages, même si elles n'ont pas attendu l'islam pour s'adjoindre des esclaves importés qui se sont fondus dans la population indigène.

Une humanité composite derrière une image uniformisée

Mais c'est dans les ports, lieux de côtoiement et de brassage par excellence, que la diversité des origines est de nos jours encore la plus présente. Ces ports, qu'il s'agisse d'Aden peuplée en majorité d'une main d'œuvre importée de l'Inde et des Somalies depuis le XIX^e siècle par les Britanniques,, de Mutrah, en Oman, peuplée de commerçants banians venus de l'Inde et de Lawatiya originaires d'Iran [Valéri, 2007], de Dubaï dont la fortune remonte à l'implantation de commerçants iraniens au tournant du XX^e siècle, attirés par une fiscalité bienveillante [Heard-Bey, 1999] , de Doha dont la population est issue de navettes entre les deux rives du Golfe, sans quel 'on puisse définir les origines avec certitude [Montigny, 1996]), ou bien sur, de Djeddah, débarcadère de tous les pèlerins venus des confins de l'Ancien monde, de l'Insulinde au Sénégal, et dont chaque communauté a fait souche dans un quartier de la Ville sainte [Zeghidour, 1989]. Ce sont ces communautés qu'Alexandre Kazerouni [2017] appelle « les petites gens des ports », devenus aujourd'hui souvent d'immenses fortunes acquises par le commerce avec la rive d'en face ou les expéditions au long cours vers les rivages de l'Inde, des îles de la Sonde et de la Chine, ou le long des côtes de l'Afrique jusqu'à Madagascar, depuis la plus haute Antiquité.

De la légalité à la légitimité, la confrontation de l'histoire et du droit

C'est là que se noue la diversité des liens, des allégeances, des fonctions assignées, et l'entre-deux flou du citoyen, du métèque et de l'esclave. Comme me le confiait fièrement un jeune vendeur de grand magasin, récemment à Dubaï : « Je suis Baloutche, je n'ai pas de passeport...mais je ne suis pas un étranger !», réveillant le souvenir de siècles de traversées entre les deux rives de la mer d'Oman. L'occasion de se rappeler que le port de Gwadar, sur la côte du Séistan, aujourd'hui siège de grands travaux dans le cadre de la Belt and Road Initiative chinoise, était jusqu'en 1954 une dépendance du sultan de « Mascate et Oman ».

Dans mes archives, une coupure du Gulf News du 7 avril 2013, intitulée « *Infiltration is a grave problem* » évoque les migrants illégaux arrivés pendant la nuit sur les rivages du golfe d'Oman : migrants « asiatiques », est-il indiqué, sans autre précision. Or, dans la nomenclature en usage chez les Omanais et les habitants de la péninsule arabique, les Baloutches et tous les Iraniens, Afghans et Pakistanais ne sont, pas plus qu'eux-mêmes, considérés comme des Asiatiques.

Curieusement, en un paradoxe voulu ou non, l'autre moitié de la page est consacrée au même phénomène, mais inversé, sous le titre « *Rally against deportation of Yemenis from Saudi Arabia* », au-dessus d'une photo montrant une foule de jeunes Yéménites en costume traditionnel, jambia à la ceinture, défilant en se tenant par la main : ce sont des supporters du mouvement houthiste défilant dans les rues de Sanaa contre les nouvelles règles imposant à tous les étrangers en Arabie de travailler "uniquement pour leurs sponsors" ! Ce qui semblerait aller de soi dans la réglementation n'est visiblement pas pratiqué ni accepté par ces Yéménites, qui considèrent ne pas avoir de comptes à rendre sur leur présence en Arabie. L'article rappelle que cette décision pourrait causer de graves dommages à l'économie de ce "pays pauvre" (le Yémen), mentionnant qu'environ 2 millions de Yéménites sur 25 travaillent en Arabie. De manière voilée, le journaliste – indien, d'après son patronyme - considère ainsi d'une part, que les récriminations des Yéménites face aux prétentions de l'Etat séoudien d'affirmer sa souveraineté sont justifiées, et d'autre part que cet État devrait prendre en compte la situation financière de son voisin moins fortuné.

La péninsule arabique, du nomade au migrant

Les migrations dans le Golfe ont bien commencé entre voisins, les Bahreiniens et les Omanais s'embauchant dans les armées ou sur les chantiers du Koweït, et les Yéménites sur ceux d'Arabie, ces deux États ayant été les premiers où le pétrole fut exploité. Mais les temps ont changé : lors de mon premier séjour au Yémen en 1971, les seuls étrangers non arabes visibles à Sanaa étaient une poignée de coopérants russes et chinois qui s'entassaient dans de vieilles Moskvitch pour surveiller leurs chantiers routiers ou assurer leur service à l'hôpital ; mais mes amies yéménites se souviennent

surtout de leurs institutrices égyptiennes en cheveux et les jambes nues, incarnations de la modernité, qui leur enseignaient aux accents d'Oum Kalthoum les rudiments de l'écriture et du calcul. Dix ans plus tard, alors que je parcourais les provinces du Qassim, du Nefoud et du Hedjaz pour le ministère saoudien de l'Agriculture et des eaux, de campement en oasis, tous mes collègues, aussi dépayés que moi, étaient originaires de lointains pays arabes, de même que tout le personnel administratif à Ha'il, la capitale historique du pays Chammar qui nous servait de point de ralliement ; si les ouvriers agricoles des fermes modernes irriguées par pivots au cœur du désert étaient égyptiens, et les manœuvres des chantiers yéménites, de même que les cafetiers de nos haltes au bord des pistes, on voyait déjà surgir, spectacle incongru, des contremaîtres et techniciens coréens s'activer sur les chantiers routiers adjugés par l'Etat. L'immigration temporaire sous contrat prenait en charge l'entrée du pays dans la « modernité », alors même que les Bédouins chameliers dont c'était les terres de parcours immémoriales refusaient encore les cartes d'identité séoudiennes qui leur étaient proposées, accompagnées de l'offre de subsides pour se sédentariser : leur allégeance allait plutôt vers le nord, de la Balqa jordanienne à la Jézireh syrienne, où se trouvaient leurs pâturages d'été, et leurs grands cheikhs loin de la fêrle des Al-Saoud.

Migrations et dissidences spirituelles

En 1989, invité avec mes collègues du laboratoire URBAMA¹ à assister à un colloque sur les villes nouvelles dans la cité industrielle de Jubail, créée de toutes pièces sur la rive du golfe Persique, à la lisière de la grande oasis du Hasa, je pus découvrir la communauté chiite de cette côte d'Arabie : dans ses villages à l'écart des grands axes, je me croyais transporté dans la campagne familière du delta égyptien, entre travaux des champs et réjouissances collectives sur le pas des portes ou à la *husseiniyé*², le soir, à deux pas et pourtant à mille lieues des cités ultra modernes de Dhahran, Dammam et Al-Khobar : la condition de ces Saoudiens chiites était bien pire socialement et même juridiquement que celle de nombre de travailleurs immigrés musulmans sunnites, venus du monde arabe ou du Pakistan... Un an plus tard, envoyé explorer la possibilité d'ouvrir un centre de recherche français dans le Golfe, je découvris plus nettement encore à Bahreïn la réalité du sort des habitants chiites de l'archipel ; ces citoyens de seconde zone allaient bientôt voir débarquer, tout au long de la décennie 90 et jusqu'aujourd'hui, des immigrés privilégiés, arabes sunnites, syriens ou « *bidoun*³ » chassés du Koweït après le retour de la monarchie en mars 1991, destinés à fournir à la monarchie des Al-Khalifa des sujets dociles ; au fil de mes visites ultérieures jusqu'à un colloque sur « Les transformations démocratiques à Bahreïn » - hélas mort-nées - organisé par le pouvoir en 2002, je verrais se développer des cités de logements collectifs en béton, destinées à accueillir ces nouveaux citoyens arabes d'importation, au milieu des antiques palmeraies éventrées par les bulldozers : un "grand remplacement" destiné à dissoudre la majorité des paysans oasiens et des ouvriers chiites, supposés hostiles à la monarchie d'origine bédouine qui leur avait été imposée.

L'autre rive : l'Iran en miroir, entre négation et rejet

La dimension iranienne du Golfe est aujourd'hui un sujet tabou dans l'ensemble du monde arabe [Hourcade, 2016]. Dénier d'une réalité qui s'impose pourtant à tout observateur, ou à qui se penche tant soit peu sur l'histoire de la région. Peut-on d'ailleurs encore parler de migration lorsque l'on voit les lourds boutres en bois à château arrière surélevé, réminiscence des caravelles portugaises qui leur servent de modèle, charger leurs marchandises sur les quais de la Crique de Dubaï, puis appareiller à la nuit tombée vers l'autre rive ?

Les deux rives du Golfe ont longtemps vécu en symbiose, et leur altérité prétendue peine à aller

1 "Urbanisation du Monde Arabe", laboratoire associé au CNRS n°365, aujourd'hui Unité "Etudes sur le Monde arabe et la Méditerranée"(EMAM) au sein du laboratoire CITERES (Cités, Territoires, Environnement), UMR 7324 du CNRS, Université de Tours

2 Husseiniyé : maison communautaire de l'islam chiite

3 Les "sans ", sans papiers, nomades déclassés ou à l'origine incertaine ou réfutée des pays de la péninsule, particulièrement nombreux au Koweït.

contre leurs liens humains, culturels et économiques ancestraux : de l'Oman au Koweït, l'Iran est omniprésent [Adelkhah, 2012]. En dépit des aléas de l'histoire, le commerce a ses lois, et les marchands du souk de l'or ou des épices de Deira attirent toujours la clientèle de dames drapées de noir, tandis que les grandes fortunes, ainsi que bien des responsables politiques masquent mal leurs origines iraniennes.

Il est donc là aussi difficile de distinguer entre migrations actuelles, va-et-vient opportunistes et ancrage historique. On connaît l'apport iranien des « tours à vent », les *barajil*, érigées en symboles de l'authenticité et de l'ingéniosité des peuples du Golfe. Et le quartier de Bastakiya à Dubaï, aujourd'hui gentrifié, voire muséifié, renvoie à la ville de Bastak, dans l'hinterland du détroit d'Ormuz.

Du monde arabe à l'empire des Indes, une affaire d'espace-temps

On peut ainsi distinguer un gradient de l'orée au fond du Golfe, qui voit la proportion d'originaires du sous-continent indien diminuer au fur et à mesure que l'on avance vers le fond du Golfe, avec la part des éléments perses augmentant dans les cités commerçantes de Dubaï à Koweït en passant par Doha et Manama ; mais la notion même de Perses masque mal la diversité de langues, de religions et de cultures au sein de l'ensemble iranien : Amine Moghadam [2013] montre bien cette diversité dans le cas de Dubaï, entre originaires arabes sunnites de Linjeh, sur la rive d'en face, du Lut ou bien plus récents, les hommes d'affaires immigrés de Téhéran depuis la révolution islamique. On montre ainsi comment cette diaspora est aussi devenue le cœur d'une migration iranienne qui a pris une dimension planétaire, avec une implantation massive en Californie. Au Qatar, la migration a plutôt pris la forme d'un va-et-vient constant entre les deux rives, donnant naissance à des catégories incertaines comme les Baharna, les « gens de la mer », qui renvoient aux temps pas si lointains de la pêche aux perles [Londres, 1931] aux liens familiaux et professionnels avec les deux rives, tandis qu'à Bahreïn, la population oasienne de l'île a été très tôt, comme celle du Hasa sur le continent, adopté le chiisme duodécimain, et a donc de ce fait des liens avec l'empire perse, et les centres de formation religieuse de l'Iran intérieur. A Koweït, comme je le constatai lors d'une visite au parlement koweïtien, la représentation de la population chiite – sans doute le quart du total – distingue grands commerçants et « petit peuple du port », ici majoritairement originaire du Khuzistan, peuplé d'Arabes chiites comme dans le Bas-Irak voisin.

Un Golfe tourné vers l'Asie

Depuis vingt ans, les migrations de travail internes aux États du Golfe ont pratiquement cessé ; ne restent que les mariages et les cousinages entre citoyens du Conseil de Coopération des États du Golfe, encouragés pour parer à la menace de consanguinité. Le Koweït libéré mais vidé en 1991 de ses immigrés arabes, en majorité palestiniens, qui avaient pris fait et cause pour Saddam Hussein, l'Oman étant entré dans une phase de développement censée assurer à sa jeunesse formation et emploi sur place, les constructions étatiques ont atteint un certain stade de maturité : la main d'œuvre arabe importée, hier majoritaire s'est proportionnellement réduite au fur et à mesure que des cadres nationaux prenaient la place des étrangers, dans l'administration et les services publics⁴.

Les soubresauts du monde arabe ont également conduit à éviter l'embauche d'originaires de pays remuants ou progressistes : la police des émirats fut longtemps confiée aux Marocains ou aux Baloutches, les forces armées naguère exclusivement baloutches en Oman ont été encadrées par des officiers jordaniens (origine palestinienne exclue), l'éducation primaire dans les villages reculés du jebel Akhdar en Oman confiée à des instituteurs tunisiens et égyptiens...Mais si 2 millions d'Égyptiens, pour la plupart non-qualifiés, continuent de travailler en Arabie, une manne pour leur pays d'origine, ils sont de plus en plus remplacés pour les travaux des champs, oasis ou modernes

⁴ ce que m'avaient laissé entendre les dirigeants de l'université Sultan Qabous de Mascate lors de ma première visite en 1997, selon lesquels le remplacement des doyens et des professeurs se ferait selon un plan programmé de formation des jeunes dans les universités étrangères.

périmètres irrigués, par de la main d'œuvre asiatique, originaire du Bangla Desh ou du Pakistan : la crise financière de 2008 qui a donné le signal de la fin de l'abondance et les « printemps arabes », qui ont fait trembler les pouvoirs en place, sont passés par là.

Dubaï, une métropole asiatique mondialisée ?

Dans mon quartier de Deïra, l'ancien centre de Dubaï sur la rive sud de la Crique, loin des gratte-ciel désincarnés et de l'écheveau d'échangeurs des nouveaux « down town », la rue est un véritable kaléidoscope de la nouvelle Asie : Les Indiennes, en sari multicolore, les Philippines en tenue d'employées modèles, une communauté de près d'un million aux Emirats, les Chinoises en débardeur, short et claquettes croisent les hommes, Pakistanais en pantalon et chasuble, Indiens en tenue européenne ou traditionnelle, qui se reconnaissent le plus aisément. Ils sont 3, 3 millions dans l'ensemble de la Fédération. Mais toute l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient sont représentés : au-delà des appartenances nationales on apprend à lire dans la diversité des langues, des attitudes et des coutumes, et de religions. Rien qu'en Inde, de Bombay à Madras, la compagnie Emirates dessert quotidiennement une dizaine de villes millionnaires [Lavergne, 2003].

Du supermarché du Tiers Monde au Las Vegas des Suds

Dans les quartiers du commerce de gros, dont j'avais effectué un relevé en 2003, j'observais le carrousel de Mama Benz africaines marchant d'un pas décidé, suivies de porteurs avec leurs chariots, qui marchandait d'une échoppe de grossiste à l'autre les ballots de vêtements qui iraient garnir les étals des souks Dubaï de Dakar à Addis Abeba, et celui de matrones originaires de Russie ou d'Asie centrale venues s'approvisionner dans ce supermarché des pauvres qu'était Dubaï. Cette vague d'acheteuses s'est tarie, et est remplacée par le flot de touristes asiatiques qui viennent arpenter les grands « shopping malls » à la mode.

Tous les étrangers ne sont donc pas des migrants : aujourd'hui sur les 14 millions de touristes annuels, la plupart proviennent pourtant des mêmes pays, c'est-à-dire d'Asie : tourisme, business, embauche, Dubaï, dont la population est étrangère à plus de 90 % , est du point de vue humain, une Asie en miniature, dont la moitié de la population provient de l'Inde. Hors des quartiers d'affaires de Jumeira et des malls le soir ou le week-end, les Occidentaux résidents à Dubaï sont invisibles dans l'espace public ; d'ailleurs même si la perspective du Brexit attire nombre de jeunes yuppies de Londres, faire fortune à Dubaï n'est plus une perspective réaliste : la crise a cassé l'élan de la ville, aujourd'hui sous la coupe vigilante d'Abou Dhabi, qui détient les clés du coffre.

A Dubaï, les Arabes sont également devenus une curiosité : dans le métro qui dessert toute l'agglomération, la clientèle masculine est indo-pakistanaise pour l'essentiel, et la féminine sino-philippine. Quant aux Dubaïyotes, ils sont invisibles, retranchés dans des quartiers de villas entourées de hauts murs, aux rues désertes ; ils se sont organisés une vie sociale à l'écart, pour ne paraître que dans leurs activités professionnelles ou le soir et le week-end, pour déambuler en famille le long des vitrines des malls climatisés. Ce portrait de l'humanité urbaine est connu et évite difficilement les clichés. Et dans les souks qui se font face d'une rive à l'autre de la Crique, au cœur de la « vieille ville » dominée par les grandes mosquées chiite et sunnite, se niche discrètement, dans une ruelle encombrée, le vénérable temple hindou.

Dubaï, une Asie aseptisée, entre rêve et cauchemar

Ce qui frappe l'observateur, c'est que cette ville « asiatisée » par la majorité de ses 2, 5 millions d'habitants, est aussi aseptisée : décidément, on est loin de l'Asie, dans une ville propre, aérée, agrémentée de pelouses et de massifs de fleurs constamment entretenus et arrosés ; une ville calme où la circulation et le stationnement des véhicules – sans égratignure sur la carrosserie - sont régulés avec autorité et les signalisations respectées, le montant des amendes étant prohibitif. Le comportement de la foule des piétons est à l'unisson, uniformisé et maîtrisé quelle que soit l'origine : les gens sont toujours proprement vêtus, simplement mais avec soin, quel que soit le

milieu, la profession et l'origine. Les ouvriers du bâtiment eux-mêmes, la plupart originaires du Népal, du Pakistan ou du Bangla Desh, portent un uniforme immaculé. Aucun éclat de voix, aucune dispute ne sont tolérés, aucun écart de conduite dans un monde où la frustration sexuelle et affective des jeunes hommes ou femmes, semblerait être la règle. La menace d'expulsion sans recours à la moindre incartade, mais aussi un *self restraint* puisé peut-être dans l'éducation et la culture britanniques en sont sans doute la cause ; peut-être aussi un sentiment d'appartenance à un corps d'élite, à une société tournée vers le succès, la réalisation de soi, de ses aspirations et de celle des siens restés au pays, crée une homogénéité par delà les différences de condition⁵.

Il s'agit toutefois d'une société hiérarchisée, issue d'une sélection et donc artificielle : une société sans mendiants, sans SDF, sans malades, sans handicapés et sans vieillards : la limite d'âge pour obtenir un permis de travail est de 60 ans, et la visite médicale à subir régulièrement vise à garantir le pays contre l'invasion d'agents contaminants. Une ville dont la seule raison d'être est le travail et l'argent, une ruche où la vie ne s'arrête ni le jour ni la nuit⁶. Mais la main d'œuvre est jeune, et elle échappe ici à des conditions plus pénibles encore chez elle ; elle œuvre pour envoyer de l'argent au pays ou pour se construire un avenir, que ce soit une maison au Kérala [Venier, 2003] ou un magasin à Peshawar. Elle vit un quotidien fait de contraintes, mais qui n'est pas exempt de détente : l'individu isolé n'existe pas, les gens se regroupent entre collègues, entre originaires du même endroit, entre co-religionnaires ou co-locuteurs. Des espaces, sinon des quartiers, communautaires existent, qui permettent de se retrouver entre nationaux : les écoles et les universités de communauté, l'église du dimanche pour les Philippines, les clubs pour les Indiens, selon un modèle britannique où chaque corporation, chaque milieu social se retrouve entre soi.

Concilier turn over humain et permanence urbaine : qu'est-ce que « faire ville » ?

A l'aspect artificiel d'une cité idéale vient s'ajouter cet élément troublant : ce sont les habitants d'une ville qui n'est pas la leur, d'une ville où les étrangers naissent, grandissent et vivent, où leur vie sociale est rassemblée, dont ils forment et adoptent les us et coutumes, mais d'où ils peuvent être expulsés à tout jamais pour une vétille, ou tout simplement parce qu'ils n'ont plus de raison valable d'y séjourner : enfants qui ont achevé leurs études, adultes qui atteignent l'âge de la retraite doivent se replier sur leur patrie, qu'ils doivent souvent découvrir ou redécouvrir. L'épée de Damoclès est toujours présente, et la règle du jeu assure le maintien du système.

Mais Dubaï n'est pas un archétype : le dynamisme et l'ouverture de la cité-monde n'ont pas d'équivalent dans le Golfe et les étrangers qui en sont les bâtisseurs en sont devenus l'essence même, tandis que les autres cités du Golfe gardent chacune leur identité, les migrants y occupant une place moins exclusive.

Ainsi Sharjah, avec laquelle elle forme une conurbation, est une cité beaucoup plus calme, moins entreprenante et donc moins bigarrée. Elle accentue volontairement son caractère arabe et musulman de vieille cité marchande des Qawasim, et sa population est donc essentiellement issue des rives du Golfe [Lavergne, 2018] et le besoin de main d'œuvre "asiatique" y est moindre, alors que les Pakistanais - souvent en réalité des Pachtounes afghans réfugiés à Peshawar - y forment la majorité de la population. Sharjah pratique une austérité qui se veut respectueuse des prescriptions coraniques - l'alcool y est strictement interdit, en contraste avec la licence de Dubaï - et fait de ces deux cités juxtaposées un binôme non pas seulement contrasté, mais aussi complémentaire : Sharjah, où la vie - et les loyers, mais aussi les salaires - est bien moins chère qu'à Dubaï, fait office de cité-dortoir pour une part importante de la population immigrée qui s'active à Dubaï durant la journée.

⁵ Pour autant, cela ne signifie pas que toute déviance est écartée : les entrefilets de la presse quotidienne relatent les saisies de drogue, les arrestations pour vols, détournements, prostitution ou violences domestiques.

⁶ La journée d'un chauffeur de taxi est de 15 heures, sans un jour de repos, pas même pour la prière du vendredi ou un examen à l'hôpital ;

Les autres cités-émirats de la Fédération ont une proportion de migrants plus réduite qu'à Dubaï, les besoins et les moyens y étant moindres, tandis qu' Abou Dhabi la capitale fédérale, se situe entre les deux: ses fonctions administratives se prêtent mieux à l'émiratization des emplois, tandis que les zones industrielles qui s'y créent en périphérie requièrent un nombre croissant d'ouvriers, cantonnés dans des cités et des camps en lointaine banlieue.

La situation des EAU contraste avec celle d'Oman, à quelques heures de route : ce sultanat est au 3/4 peuplé de nationaux, le quart restant étant essentiellement originaire du sous-continent indien. Mais les nationaux eux-mêmes sont le reflet du passé maritime et colonial du sultanat : l'histoire de la capitale et de la plaine de la Bâtinah au nord est intimement liée aux rivages de la Perse et à la vallée de l'Indus. Les boutiquiers, les employés, les tâcherons des villes et des campagnes proviennent, comme aux Émirats, de l'Inde du sud et en particulier du Kérala : l'inversion saisonnière des vents de mousson permettait aux navires un va-et-vient régulier.. et cette tradition a sans incité les travailleurs de cet Etat surpeuplé à faire de cette migration un élément essentiel de l'économie locale.

L'autre souche extérieure de la population est africaine, métissage de maîtres et d'esclaves, lui aussi due aux vents de mousson et au passé colonial de l'empire maritime de l'Oman. Ces natifs de Zanzibar et de l'Afrique des Grands Lacs sont des rapatriés, citoyens rentrés depuis les indépendances dans une mère-patrie inconnue, avec la nostalgie tenace des danses et des chants de leur jeunesse.

L'accent mis sur cet entre-deux composite, sur l'origine métissée souvent estompée, des citoyens du Golfe, a pour but de rompre avec les idées reçues sur l'absolue extranéité des migrations : les fortunes, les mœurs, les coutumes et les langues, les religions sont rarement d'une étrangeté radicale aux natifs du Golfe, et aujourd'hui, un demi-siècle après les indépendances et la découverte du pétrole, la migration fait société, et en retour, transforme aussi radicalement les territoires d'origine des migrants.

Les pays de départ à l'heure du Golfe

Naguère, la migration était une rupture, pénible et douloureuse pour les partants, laissant au village parents, femme et enfants. L'abaissement des coûts de transport, la multiplication des destinations desservies par avion, et surtout l'apparition des nouveaux modes de communication à travers les réseaux sociaux, ont rapproché migrants et communautés d'origine : ils permettent une sorte d'ubiquité qui évite que ne se rompe le lien entre le migrant et sa famille. Les migrants peuvent désormais participer à la vie quotidienne de la communauté, gérer leurs envois d'argent, suivre les études des enfants et la construction de la maison... Cette évolution satisfait à la fois les pays d'origine, qui fidélisent les migrants, et les pays d'accueil, qui voient ainsi s'estomper la menace de pérennisation des séjours.

Les flux de migration sont d'ailleurs de plus en plus canalisés : ils sont intégrés dans des relations bilatérales, d'État à État: l'Inde a longtemps été la plus soucieuse de la protection de ses ressortissants. Mais désormais, chaque pays de départ considère la main d'œuvre exportée comme un investissement, dont les envois financiers représentent une part parfois majeure du PIB ; certains mettent en place des formations adaptées à la demande : infirmières et gouvernantes aux Philippines, par exemple. Les migrants demeurent des citoyens et jouent même un rôle politique, en tant que groupe le plus prospère, le plus entreprenant et aussi le plus conservateur politiquement de la population : en période électorale, on voit les dirigeants, comme le président Duterte des Philippines en 2018 ou le premier ministre indien Modi en janvier 2019 venir en personne faire campagne auprès des communautés d'émigrés, qui leur fournissent une part importante des soutiens et des fonds nécessaires.

Mutations sociales et évolutions statutaires dans le Golfe

Les sociétés du Golfe ont évolué : les migrants hier en majorité employés sur les chantiers de construction ont été rejoints et largement remplacés par des cols blancs, qui font tourner des économies et des sociétés de plus en plus sophistiquées, créatives, vivant à l'heure des « tigres » et « dragons » asiatiques : le gap culturel s'est estompé, les revenus des migrants ont augmenté et leur ont ouvert les portes de la société de consommation et de loisirs. A partir d'un niveau de salaire suffisant, les migrants sont encouragés à faire venir femmes et enfants, tandis que les mariages entre migrants sont courants : ces familles créent un nouveau mode de rapport au lieu, les séjours se pérennisent, la scolarisation des enfants est possible sur place de la maternelle à l'université. Ce n'est que le bas de l'échelle qui est condamné au célibat : manoeuvres népalais ou bangladais des chantiers, pakistanais qui retournent chaque année au pays, bonnes sri-lankaises ou éthiopiennes...

Les migrants sont ainsi devenus une ressource pour les pays hôtes : à Dubaï, toujours en pointe des évolutions, se pose désormais la question de l'aménagement de la *kafala*. Les migrants sont invités à investir sur place, dans l'immobilier ou les affaires ; il est nécessaire pour cela qu'ils obtiennent des garanties d'accès et de séjour [Rycx, 2005]. La *kafala*, initialement un moyen pour les citoyens de percevoir une part du salaire de leur protégé, paraît un mode désuet de redistribution de la rente : aujourd'hui, la population locale prend une part plus active aux affaires et aux investissements. Mais pour autant, l'écart numérique entre population native et population immigrée freine tout nivellement des statuts. L'accès à la nationalité est encore strictement impossible ; mais de timides signes d'évolution se font jour, sous la pression des réalités : les jeunes hommes du Golfe cherchent de plus en plus à convoler avec des étrangères, pour des raisons financières, mais aussi de caractères, de pressions familiales... Les autorités essaient de freiner cette tendance, mais sont en même temps contraintes d'assouplir les règles de naturalisation des enfants de couples mixtes.

Le Golfe, toujours au cœur d'une région troublée, poursuit son évolution ; ces Etats dirigés par des monarchies apparemment autocratiques prennent en mains leur destin, sont traversés de questions nouvelles auxquelles ils cherchent à apporter des solutions originales. Cette phase de maturité, au-delà des crises et des menaces, indique une insertion croissante dans un environnement où se nouent collaborations et échanges réciproques. Les vieux tabous tombent, alors que l'année 2018 a été placée sous le signe de la « tolérance » : un vaste temple hindouiste sera inauguré en 2022 à Abou Dhabi, le pape François a été accueilli en février 2019 pour célébrer une messe devant une foule de 120 000 Catholiques originaires d'Inde du sud, des Philippines ou d'Afrique noire. Plus qu'ailleurs, la migration devient un fait de société : non plus un mal nécessaire, mais une réalité ancrée dans l'histoire et gage de progrès et d'ouverture vers l'avenir.

ADELKHAH F. (2012), *Les mille et une frontières de l'Iran*, Karthala, 480 pp. ;

DE PLANHOL X. (1968) : *Les fondements géographiques de l'histoire de l'islam*, Flammarion ;

HEARD-BEY F. (1999), *Les Emirats arabes unis*, Karthala, 472 pp. ;

KAZEROUNI A. (2017), *Le miroir des cheikhs. Musée et politique dans les principautés du golfe Persique*, PUF, 265 pp ;

LACOSTE Y. (1966), *Ibn Khaldoun. Naissance de l'histoire, passé du Tiers Monde*, Maspéro, 267 pp. ;

LAVERGNE M. (2003) Golfe arabo-persique : un système migratoire de plus en plus tourné vers l'Asie, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 19 n°3, pp. 229-241 ;

LAVERGNE M. (2018), Sharjah, l'anti-Dubaï ?, *Urbanisme*, n°409, pp. 68-70 ;

LONDRES A. (1931), *Pêcheurs de perles*, Albin Michel ;

MOGHADAM A. (1993) : *L'Autre rive : l'Iran recomposé de Dubaï. Etude des pratiques et discours des migrants iraniens*, thèse de géographie et urbanisme (dir. Marc Lavergne), Université Lyon 2, t. 1 388 pp., t. 2 annexes, 200 pp. ;

MONTIGNY A. (1996) , Les Arabes de l'autre rive, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°22, juillet-décembre ;

PAGES-EL KAROUI (2018), Cosmopolitisme et ségrégation à Dubaï, *Urbanisme*, n°409, pp. 64-67 ;

RYCX J-F. (2005), Le “sponsorship” peut-il encore canaliser les flux migratoires dans les pays du Golfe ? Le cas des Emirats Arabes Unis, in A.JABER et F. METRAL (dir.), *Mondes en mouvements. Migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXIe siècle*, IFPO , pp. 245-270 ;

TILLION G. (1966), *Le harem et les cousins*, Seuil Point, 211 pp ;

THESIGER W. (1993) , *Le désert des déserts*, Plon, Coll. Terre humaine, 463 pp ;

VALERI M. (2007), *Le sultanat d'Oman. Une révolution en trompe l'œil*, Karthala, 492 pp. ;

VENIER P. (2003), *Travail dans le Golfe persique et développement au Kérala. Les migrants internationaux, des acteurs au coeur des enjeux sociaux et territoriaux*, Thèse de géographie, Université de Poitiers, 497 pp.

ZEGHIDOUR S. (1989), *La vie quotidienne à La Mecque de Mahomet à nos jours*, Hachette, 430 pp.